

Personnes âgées

# « Le personnel de la maison de retraite se sent violé »

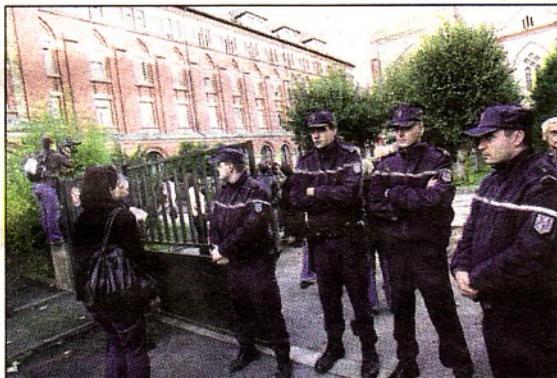
**PIERRE GOULLIEUX**, maire de Jouarre

**SAINT-JEAN-LES-DEUX-JUMEAUX  
(SEINE-ET-MARNE)**

**M**ONTRE du doigt par le reportage en caméra cachée diffusé mercredi soir sur France 2, le personnel de la maison de retraite de Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux, en Seine-et-Marne, est sous le choc. Après avoir reconnu leur établissement dans ce documentaire qui dénonçait des maltraitances, les responsables ont contacté la Ddass jeudi (Direction départementale des affaires sanitaires et sociales) et, dans l'après-midi, la secrétaire d'Etat à la Solidarité s'est rendue sur place. Lors de cette visite, Valérie Létard a annoncé qu'elle avait saisi le procureur de la République pour qu'une enquête soit diligentée sur les traitements au sein de la maison de retraite. Parallèlement, une enquête administrative doit être menée.

## Un émoi national

« Pour le moment, aucune plainte émanant de familles ou de membres du personnel de l'hôpital ne nous est parvenue », a indiqué hier le procureur de la République de Meaux, René Pech. « Il n'y a jamais eu de plainte depuis 2001 », a renchéri le maire de Jouarre, Pierre Goullieux. L'élu, qui est également président du conseil d'administration de l'hôpital gériatrique dont dépend la maison de retraite de Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux, s'inquiétait particulièrement hier de l'émoi provoqué au sein du personnel par cette affaire. « Tout le monde se sent violé dans son travail, alors que tous effectuent un gros boulot car il manque du personnel, notamment seize infirmières et des aides-soignantes », insiste Pierre Goullieux.



**SAINT-JEAN-LES-DEUX-JUMEAUX  
(SEINE-ET-MARNE), JEUDI.** La maison de retraite est l'objet d'une enquête. (LP/ARNAUD JOURNOIS.)

Le reportage, très controversé dans sa forme, a été regardé par 2,1 millions de téléspectateurs, ce qui représente une audience exceptionnelle pour une deuxième partie de soirée sur France 2. Il a suscité un émoi national, et la consternation des organismes représentant les maisons de retraite, comme le Synerpa ou la Fnaqpa, partagés entre la nécessité de réclamer des « sanctions exemplaires » et le regret de constater « la curée dont font régulièrement l'objet les maisons de retraite ». Une curée « qui démoralise les personnels » alors que « l'immense majorité d'entre eux mettent tout en œuvre pour assurer à la personne âgée dépendante une fin de vie dans le respect et la dignité ».

**GEORGES BLOND (AVEC FLORENCE DEGUEN)**